DISCOURS

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

VOTE DE CONFIANCE GOUVERNEMENT BAYROU

BORIS VALLAUD - LUNDI 8 SEPTEMBRE 2025

Madame la Présidente,
Monsieur le Premier ministre,
Mes chers collègues,

Nous sommes convoqués ici à un rendez-vous que nous n'avons ni souhaité, ni organisé. Nous n'ignorons rien de la gravité de la situation économique, financière, sociale et politique dans laquelle notre pays se trouve, ni du tragique de l'époque qui menace en toute chose et à chaque instant d'ébranler le monde tel que nous l'avons connu.

Mais il n'est qu'un responsable à la crise, à la débâcle, au désordre de notre pays, le Président de la République et avec lui ses épigones aveugles, dont vous êtes, Monsieur le Premier ministre, le premier apôtre. Un président battu dont la politique, disqualifiée dans les urnes, nous a conduits à l'impasse dans laquelle nous sommes.

La responsabilité politique, c'est l'obligation morale et publique des dirigeants de rendre compte de leurs actes.

Vous aimez la vérité ? La voici : Emmanuel Macron n'a cessé d'abîmer le pays, d'appauvrir les pauvres, d'enrichir les riches, de tourner le dos à l'avenir qui n'est plus que la somme de ses petites lâchetés et de ses grands renoncements, sacrifiant l'école, l'hôpital, l'écologie, notre souveraineté. Vous nous demandez de partager avec vous le constat de la situation financière du pays : je vous confirme le bilan accablant du macronisme en la matière. En 2017, le déficit était sous les 3% du PIB, le voici à 5,2 %; la protection sociale était excédentaire, la voici en déficit. Et la dette s'est alourdie de plus de 1000 Mds€. La vie politique est curieusement faite : 40 ans à dénoncer la dette et à peine huit à la creuser comme jamais…

Monsieur le Premier ministre, vous ne ferez pas aujourd'hui de votre défaite une victoire, de l'absurde un haut-fait, du vide politique l'étoffe d'un destin. Non, ce vote n'est pas un acte de courage, c'est une dérobade, que dis-je une pantalonnade. Face à la difficulté, vous reculez. Face à l'adversité, vous vous résignez. Face à la responsabilité, vous vous effacez. Dans le grand silence de l'été, nous pensions que vous prépariez le budget, vous prépariez votre sortie.

Derrière votre geste politique, solitaire et désinvolte, votre faux sacrifice en dissimule un vrai : celui des millions de Français de l'hexagone et des outre-mer, ces précaires, ces mères seules, ces travailleurs qui ne vivent plus de leur travail, toutes celles et tous ceux pour qui la vie était déjà suffisamment dure. C'est sur leur dos, déjà courbé et las, que vous voudriez écrire votre légende, celle d'un futur Roi qui aurait raison contre tous, pour qui la fin personnelle justifie les moyens publics et politiques. Et cela, Monsieur le Premier ministre, n'est pas qu'une erreur funeste ; c'est une faute morale.

« La politique gouvernementale peut à chaque instant tendre à la consolidation des privilèges ou, au contraire, à l'extension de la démocratie ; elle peut être résignée à l'injustice ou animée d'une volonté irréductible de progrès ; un homme d'État se juge et se mesure à ce qu'il a voulu et pu faire à cet égard, à l'influence qu'il a exercée sur les réalités, aux effets concrets de son œuvre. »

Alors non, Monsieur le Premier ministre, vous n'êtes décidément pas Pierre Mendès-France dont ce sont là les mots. Après-demain, le 10 septembre, direz-vous, comme Louis de Funès dans La Folie des grandeurs, en entendant la colère des Français : « ils m'acclament ? »

Vous voulez poursuivre dans l'errance et dans l'erreur. Car de quoi votre plan est-il le nom ? Celui de la souffrance humaine, de l'injustice sociale, de l'inefficacité économique. C'est l'écrasement d'une croissance parmi les plus faibles d'Europe. C'est la restriction d'un pouvoir d'achat atone. C'est l'augmentation promise du chômage. C'est l'abandon de l'impératif écologique. C'est l'étranglement de services publics. C'est ajouter de la crise à la crise. Il ne suffit pas d'être centriste pour être central. Triste destin que celui que vous proposez à notre pays.

Madame la Présidente, Mes chers collègues, nous, députés Socialistes et apparentés, avons ces derniers mois exercé l'opposition comme on exerce le pouvoir, en responsabilité, en prenant des risques, en nous opposant chaque fois qu'il en allait des principes et que se dessinait sous nos yeux l'union des droites, en faisant des choix parfois difficiles, en refusant de tenir a priori le compromis pour la part maudite de la politique. En ne perdant surtout jamais de vue, ni les raisons de se battre, ni ceux pour qui nous nous battons ici.

Monsieur le Premier ministre, vous n'avez pas été au rendez-vous. Nous n'avons reçu que désinvolture, manœuvres dilatoires, fausses promesses et vraies trahisons.

En votant aujourd'hui contre la confiance, les socialistes prennent la responsabilité d'affirmer qu'ils sont prêts, avec la gauche et les écologistes, à gouverner et à rechercher dans un même élan la stabilité politique et la justice, fiscale, sociale, territoriale. Nos choix ne sont pas les vôtres mais ils sont ceux des Français : Pas le travail, le capital ; Pas les jours fériés, les héritiers ; pas le ruissellement, la redistribution ; pas les PME, les multinationales ; pas la récession, la relance.

Nous proposons un autre chemin, celui des peuples qui refusent la résignation et regardent plus loin que leurs chaînes :

- Aux Français les plus modestes lassées du sacrifice sans horizon, nous disons le droit de vivre de leur travail. La baisse ciblée de la CSG, que nous voulons, c'est 900 € de plus par an pour un salarié au SMIC, 1500 € pour un couple gagnant 1920 € chacun ;

- Aux richesses insolentes, fortunes doublées en dix ans, aux grandes entreprises qui paient moins que nos PME et touchent davantage, nous disons : le temps du patriotisme économique et de la justice fiscale est venu ;

- À la France, patrie du courage heureux, qui doute de son destin, nous disons : l'élan plutôt que le déclin. Un plan de relance réveillera nos territoires, réanimera nos usines, soutiendra hôpitaux et écoles et préparera l'avenir.

- A l'Histoire, enfin, qui nous regarde, nous disons que oui nous réduirons les déficits et la dette mais sans écraser les existences. Ce n'est pas la vie qu'il faut taxer, c'est l'injustice qu'il faut abolir.

Ce soir, nous ne passerons pas sous la tutelle du FMI, les cartes vitales ne cesseront pas de fonctionner et la politique ne sera pas projetée hors de son orbite. Ce soir, un horizon nouveau s'ouvre à gauche et pour le pays.

À ceux qui nous font reproche de vouloir exercer le pouvoir et qui pensent que « gouverner c'est trahir », je réponds : exercer les responsabilités, c'est être fidèles au contrat qui nous lie aux électeurs qui espèrent de la gauche un changement dans leur vie. Aux classes populaires qui ont bien conscience de leurs intérêts ; qui ne peuvent se payer le luxe d'attendre l'hypothétique délivrance d'une nouvelle élection ; qui préfèrent l'action, même imparfaite, au verbe, s'il est impuissant ; et savent qu'un pas en avant vaut mieux que 1000 programmes.

À ceux qui disent « il n'y pas de majorité », je dis qu'il en existe une dans le pays : la majorité des vies difficiles, la majorité absolue des Français qui ont dit leur colère et leur refus d'une politique qui depuis 8 ans ne se préoccupe pas d'eux. Je dis qu'il en existe une ici, dans cet hémicycle : la majorité des députés élus dans l'élan de front républicain tenus à une seule exigence et une seule promesse : ne jamais rien céder à l'extrême droite. Je m'adresse à vous, collègues du « socle commun » : si vous aimez la République, demeurez fidèle à ce serment. Si vous aimez la France, entendez le pays qui souffre. Si vous aimez la démocratie, acceptez le désir de changement des Français.

Oui, c'est désormais à la gauche arrivée en tête de gouverner, et à celles et ceux qui veulent assumer leurs responsabilités de prendre l'initiative. Comme socialistes, nous ne nous déroberons pas. Nous n'avons qu'une seule exigence, qu'un seul souhait : servir et être utiles tout de suite aux Français. Avec une autre politique mais aussi une autre méthode, voilà pourquoi nous dirons que c'est au Parlement, sur le base de nos propositions, sans recours au 49.3, que nous chercherons des majorités autour de quelques priorités qui répondent à l'urgence et aux attentes des Français jusqu'à la grande explication, jusqu'au grand rendez-vous démocratique de 2027. Négocier ce n'est ni capituler, ni renoncer à ses espérances. Ce n'est pas nier le dissensus, solder le désaccord ou fabriquer une majorité artificielle. Vous êtes la droite, nous sommes la gauche. C'est un acte de confiance dans la démocratie parlementaire et dans les forces républicaines qui peuplent notre assemblée qui peuvent dès demain se mettre au travail.

Mes chers collègues, Victor Hugo nous avertissait, ici même dans cette Assemblée il y a 175 ans, parce qu'il haïssait les catastrophes et les écroulements : « *Aux hommes assez insensés pour dire : L'humanité ne marchera pas, Dieu répond par la terre qui tremble !* » Aujourd'hui, aux hommes encore assez insensés pour espérer des artisans du naufrages les moyens de s'en sortir, le pays répond par un cri. Ce cri qui monte, il faut l'entendre aujourd'hui. Il est encore celui de l'espoir, ne le décevons pas.

De là où il est, il est désormais temps au Président de la République de faire son devoir plutôt que de céder à son bon plaisir. Nous sommes prêts : qu'il vienne nous chercher !